

RESOLUTION

du Conseil National du P.S.U

— 16 – 17 octobre 1965 —

Une fois de plus, le P. S. U. invite les travailleurs à voter contre le système établi en 1958 par le Général de Gaulle.

Ce système tend à priver peu à peu les citoyens français des droits politiques qui étaient les leurs. Son but est de les transformer en spectateurs passifs et si possible admiratifs des réalisations de ses technocrates. Mais la politique économique que ceux-ci ont imposée montre à quel point ils sont eux-mêmes prisonniers d'un régime économique dominé par quelques grandes affaires financières et industrielles.

Devant le mécontentement que cette politique provoque, le gaullisme n'a qu'un argument à proposer : qui vote contre lui, affirme-t-il, se prononce pour un retour à la IV^e République. Or, chacun sait que dans sa grande majorité le pays est hostile à un tel retour.

C'est pourquoi nous avons lutté jusqu'au dernier moment pour que le mouvement ouvrier, pour que l'opinion de gauche dans son ensemble abordent l'élection présidentielle à partir de positions claires et efficaces. Si nous avons insisté avec tant de force sur la nécessité d'une plate-forme commune, c'est parce que nous sommes persuadés qu'on ne peut vaincre le gaullisme qu'en lui opposant une politique neuve.

Pour nous, le deuxième terme de l'alternative que doit affronter le peuple français est constitué par l'établissement d'une démocratie de caractère socialiste répondant aux besoins d'une société industrielle moderne. Ce qui implique l'établissement de nouvelles institutions et la réalisation de grandes réformes de structures en matière de planification comme en matière de nationalisations. Ce qui entraîne également une politique étrangère dépassant le nationalisme et mettant en cause dans les faits et non plus seulement dans les paroles l'hégémonie américaine en Europe.

Cette position nous a valu de nombreuses sympathies. Elle nous a permis de contribuer à écarter les opérations qui tendaient à réaliser, à l'occasion de la candidature de Gaston Defferre, la coalition immorale d'une fraction de la gauche et d'une fraction de la droite. Il ne nous a malheureusement pas été possible d'empêcher le vieil appareil de la S.F.I.O. d'imposer une combinaison tactique qui lui permet d'éviter la discussion sur le programme et lui laisse les mains libres pour envisager de futures coalitions centristes. Les déclarations de Guy Mollet sur une éventuelle candidature Pinay sont à cet égard très significatives.

Le Parti Communiste a donné sa caution à cette opération en renonçant aux positions qu'il avait défendues depuis le début de la campagne, et en laissant dans l'ombre le fait que toutes les coalitions électorales qui, dans le passé, ont été ainsi réalisées sans accord sur le fond et sans engagement pour l'avenir, sont demeurées sans lendemain.

Telle qu'elle se présente, la candidature Mitterrand ne répond pas à nos objectifs. Et cependant le mécanisme plébiscitaire instauré par le général de Gaulle nous imposera le 5 décembre un choix très simple ou le régime, ou Mitterrand. Le P.S.U. qui n'a jamais fui ses responsabilités déclare que l'adversaire est le gaullisme et qu'il faudra donc voter pour François Mitterrand.

En donnant cette consigne le P.S.U. n'entend en rien aliéner sa liberté d'action. Sans s'associer à la campagne de François Mitterrand et sans s'aligner sur la fausse stratégie unitaire de la direction du Parti Communiste, il engagera sa propre campagne sur les thèmes de l'alternative socialiste, et il saisira toutes les occasions pour les populariser et les développer.

Il mènera cette campagne en soulignant la nécessité de réaliser un accord politique sur le fond et un engagement sur l'avenir entre les différentes formations de gauche.

Nous sommes persuadés que cette position sera comprise par de nombreux travailleurs qui hésitent à voter pour François Mitterrand mais qui ne veulent pas pour autant donner leur soutien au régime gaulliste. La bataille que nous livrons ne s'arrêtera pas le 5 décembre. Nous sommes persuadés qu'en tirant les leçons d'une expérience engagée dans des conditions peu favorables, beaucoup d'entre eux prendront conscience de la nécessité d'un profond renouvellement de la gauche française et trouveront, à travers ce renouvellement, le véritable chemin de l'unité et de la victoire.

Le P.S. U. prendra dès maintenant les contacts nécessaires pour resserrer ses liens avec toutes les forces qui s'insèrent actuellement dans le courant du renouveau socialiste.



Nlle Série – Novembre 1965 N° 1. Page 24